



APPARTENANCE, MÉMOIRE ET SÉCURITÉ : L'ÉDUCATION COMME REMPART PROTECTEUR

Claude MONIQUET

Directeur

22 septembre 2025

1- Introduction : L'éducation en tant qu'infrastructure culturelle dans une Europe fragmentée

Au XXI^e siècle, **l'identité culturelle est passée de la marge du débat public au centre des tensions sociales et politiques**. L'accélération des mouvements transfrontaliers, la numérisation des interactions et l'érosion des institutions culturelles locales **ont plongé de nombreuses communautés minoritaires et diasporiques dans un environnement marqué par l'isolement, la perte de repères et la fragilité identitaire**. Les technologies qui connectent les individus à l'échelle mondiale brouillent simultanément leurs ancrages culturels : les familles, les institutions communautaires et les langues patrimoniales perdent leur rôle structurant. La cohésion sociale, longtemps reconnue comme un pilier de la stabilité démocratique, est minée par la baisse de la confiance et l'affaiblissement du sentiment d'appartenance.

Ces tensions sont particulièrement visibles chez les enfants et les jeunes. Dans les contextes urbains et multiculturels, les écoles sont de plus en plus appelées à remplir une double mission : transmettre des connaissances académiques et fournir un cadre de continuité culturelle. Or, ce rôle est difficile à remplir. La langue, les rituels et la mémoire historique risquent d'être privatisés, marchandisés, voire oubliés. Dans ce vide, certains jeunes cherchent refuge dans des sous-cultures en ligne ou des idéologies simplistes qui promettent un sentiment d'appartenance.

Mais les défis vont bien au-delà de la radicalisation. Plus discrètement, de nombreuses communautés connaissent une fragmentation sociale, une déconnexion intergénérationnelle et une autocensure culturelle. Dans ce contexte, **l'éducation n'est pas seulement un vecteur de développement personnel : elle devient une forme de protection collective**. Elle

représente l'un des rares systèmes cohérents capables de transmettre un sentiment d'appartenance et de continuité historique à travers les générations. En Europe et ailleurs, les sociétés qui maintiennent une forte cohésion culturelle se révèlent plus résilientes face aux chocs politiques, économiques et sécuritaires.

C'est pourquoi il est essentiel de considérer l'éducation comme une infrastructure culturelle. Les écoles bien conçues, ancrées dans l'histoire et le patrimoine, ne sont pas des lieux de repli sur soi, mais des sanctuaires de cohésion, qui préparent les jeunes à participer avec confiance à des sociétés pluralistes sans renoncer à eux-mêmes. Une éducation qui affirme l'identité renforce à la fois la résilience individuelle et la confiance civique, ressources essentielles pour l'avenir de l'Europe.

Des données comparatives confirment cette observation et ont profondément influencé le travail des philanthropes. **Le modèle de formation mondiale des enseignants de la Fondation Varkey¹**, mis en œuvre dans plusieurs pays européens, montre que l'intégration de la compétence culturelle dans la pédagogie améliore les résultats scolaires et sociaux. De même, **les programmes d'apprentissage accéléré du Luminos Fund²**, adaptés aux enfants réfugiés et issus de minorités en Grèce et en Italie, ont démontré que **même des interventions culturelles à court terme peuvent améliorer considérablement les taux d'alphabétisation et la rétention scolaire** tout en réduisant les incidents signalés de harcèlement et d'exclusion. Ces modèles prouvent que lorsque l'éducation affirme l'identité, elle améliore non seulement les résultats, mais renforce également la confiance sociale, une ressource que l'Europe ne peut se permettre de gaspiller.

L'histoire récente illustre ce point. En France, **les écoles arméniennes** créées après le génocide ont contribué à préserver la langue et la mémoire tout en favorisant un engagement civique supérieur à la moyenne nationale. Au Royaume-Uni, **les écoles sikhs** qui intègrent l'éthique religieuse dans le programme national sont associées à une réduction significative des comportements antisociaux chez les élèves. Enfin, pour les communautés juives de France et de Belgique, les écoles du **réseau Ozar Hatorah** remplissent une double mission : offrir une excellente éducation et servir de refuge face à la montée de l'antisémitisme.

Ces expériences mettent en évidence une réalité majeure : en Europe, l'éducation fondée sur l'identité n'est pas un luxe, mais une nécessité stratégique. Elle maintient la continuité culturelle, renforce la cohésion sociale et protège les espaces éducatifs contre la haine et l'exclusion. À une époque marquée par l'insécurité culturelle et la polarisation du débat public, les écoles, considérées comme des infrastructures culturelles, apparaissent comme l'un des rares leviers capables de transformer la fragilité en résilience.

¹ Fondée à Londres en 2010 par l'homme d'affaires indien Sunny Varkey, la **Fondation Varkey** développe des modèles éducatifs pour les enfants issus de milieux défavorisés à travers le monde et a depuis étendu ses activités à l'Europe.

² Le **Luminous Fund** a été créé en 2016, sous l'impulsion du fonds d'investissement émirati Legatum, basé à Dubaï, afin d'éduquer les enfants exclus du système scolaire en Afrique subsaharienne et au Moyen-Orient en raison de la pauvreté de leur famille.

2- Identité, éducation et cohésion culturelle en Europe et au-delà

À travers les continents et les systèmes politiques, on observe une force silencieuse mais profonde : l'érosion de l'identité culturelle par la marginalisation et les contraintes qui pèsent sur son expression. Ces processus ne sont pas toujours spectaculaires ; ils se manifestent le plus souvent sous la forme de pressions systémiques, d'indifférence bureaucratique ou d'attentes sociales qui rendent les identités minoritaires invisibles ou sous-évaluées. Il s'agit d'une tendance observable dans le monde entier. Des communautés autochtones d'Amérique latine aux minorités religieuses d'Europe en passant par les groupes linguistiques d'Asie, l'affaiblissement progressif de la spécificité culturelle a des conséquences profondes. Au fil du temps, il génère aliénation, méfiance et perte culturelle, sapant le tissu des sociétés pluralistes et déstabilisant leurs fondements.

Europe : une dynamique complexe et divergente

En Europe, ces dynamiques sont particulièrement complexes et hétérogènes. D'une part, plusieurs communautés minoritaires sont confrontées à un affaiblissement progressif, qu'il soit dû à une hostilité directe, à un déclin démographique ou à des pressions d'assimilation. D'autre part, certains groupes minoritaires consolident leur présence, renforcent leur visibilité et influencent les débats sociétaux. Nous assistons donc non pas à une tendance linéaire unique, mais à deux tendances divergentes : l'affaiblissement de certaines communautés et le renforcement simultané d'autres.

Pour les communautés juives, les preuves sont flagrantes. L'antisémitisme a atteint des niveaux jamais vus en Europe depuis 1945, avec des incidents qui se produisent désormais quotidiennement.

Au-delà des incidents, **le déclin démographique raconte une autre partie de l'histoire**. En **1933, l'Europe** comptait un peu plus de **10 millions de Juifs** (60 % de la population juive mondiale). Après la **Shoah, entre 1945 et 1950, la population juive avait considérablement diminué, avec seulement environ 4 millions de Juifs restants**. Mais au cours des décennies suivantes, l'émigration juive (principalement vers l'Amérique du Nord, Israël ou l'Australie), motivée en partie par la persécution qui se poursuivait, sous d'autres formes, en Europe de l'Est et en URSS, a été massive, et **aujourd'hui, il y a au maximum entre 1 million et 1,3 million de Juifs en Europe**, soit moins de 10 % de la population juive mondiale...

La France accueille la plus grande communauté juive d'Europe, estimée à environ 600 000 personnes. Mais au cours des deux dernières décennies, des milliers d'entre eux ont émigré vers Israël ou l'Amérique du Nord, invoquant l'insécurité de l' e et le sentiment que leurs enfants n'ont plus d'avenir sûr et digne dans les écoles françaises. Des tendances similaires sont observables, bien qu'à une échelle moindre, en Belgique et dans certaines régions d'Allemagne. Cette hémorragie, alimentée par un climat hostile, illustre comment certaines minorités ne sont pas seulement sous pression, mais voient leur nombre diminuer progressivement.

Il existe d'autres exemples. Les **populations roms d'Europe centrale et orientale** continuent d'être victimes d'une marginalisation systémique, avec une ségrégation scolaire qui persiste

dans des pays comme la Hongrie et la Slovaquie³ malgré les pressions exercées par l'UE. Leur visibilité culturelle reste fragile, et de nombreux enfants roms grandissent sans accès structuré à leur langue et à leurs traditions, les systèmes publics ne parvenant généralement pas à les soutenir. De même, **les minorités chrétiennes dans certaines régions des Balkans**, par exemple les Croates au Kosovo ou les Serbes dans certaines régions de Croatie, luttent pour maintenir leurs infrastructures éducatives et culturelles dans un contexte de conflits politiques et de déclin démographique. Contrairement aux Roms, ce phénomène n'est pas dû à la ségrégation, mais à la diminution de l'empreinte communautaire et, par conséquent, à des infrastructures culturelles limitées.

En revanche, certains autres groupes minoritaires ne sont ni affaiblis ni assimilés ; en fait, ils affirment de plus en plus leur présence culturelle et sociale. Cette affirmation, souvent amplifiée par une forte dynamique démographique et des réseaux communautaires confiants, pose ses propres défis aux sociétés européennes, notamment en termes de cohésion et de sécurité. C'est là que réside l'une des tensions fondamentales : alors que certaines minorités s'érodent sous la pression et l'hostilité, d'autres se développent et remodelent le paysage social d'une manière qui crée des frictions.

Identité et sécurité dans un paysage polarisé

Les services de sécurité en France et en Allemagne ont constaté que **l'antisémitisme, en particulier, recoupe de plus en plus les idéologies extrémistes**. Ce n'est plus la radicalisation d'extrême droite qui alimente cette dynamique, mais les courants de l'extrémisme islamiste, parfois amplifiés par les discours d'extrême gauche. Le rapport 2022 d'Europol sur la situation et les tendances du terrorisme souligne que le « ressentiment culturel » est devenu un outil de recrutement essentiel pour les mouvements extrémistes, les écoles et les institutions communautaires étant perçues comme des cibles à la fois vulnérables et emblématiques.

Il en résulte un paysage polarisé. D'un côté, les minorités fragiles, les Juifs, les Roms, les petits groupes chrétiens, voient leur espace se réduire, leur sécurité remise en cause et leur avenir incertain. De l'autre, certaines communautés consolident leur pouvoir et leur visibilité, parfois d'une manière qui génère des tensions, voire des menaces pour la sécurité. Il est essentiel de reconnaître cette dualité : le défi de l'Europe n'est pas simplement « l'affaiblissement des minorités » en général, mais la coexistence de tendances à l'affaiblissement et au renforcement, qui interagissent pour créer un environnement instable pour l'identité, l'éducation et la cohésion.

Perspectives mondiales

Des dynamiques similaires apparaissent dans le monde entier.

- **Inde** : la politique nationale en matière d'éducation de 2020 met l'accent sur l'inclusivité, mais la priorité accordée à l'hindi et au sanskrit a suscité des inquiétudes parmi les communautés tribales et adivasis quant à la marginalisation de leurs langues. Des initiatives locales telles que le Kalinga Institute of Social Sciences (KISS) ont réagi

³ <https://www.errc.org/press-releases/slovakia-romani-children-face-entrenched-discrimination-as-school-segregation-persists>

en élaborant des programmes d'études bilingues qui intègrent l'histoire orale et les connaissances environnementales aux matières principales. Ces efforts démontrent que l'éducation peut protéger l'identité culturelle même lorsque les cadres nationaux mettent l'accent sur l'uniformité.

- **Chine** : au Tibet et au Xinjiang, les systèmes d'internats à grande échelle ont donné la priorité à l'enseignement du mandarin et aux discours dominants. Des observateurs internationaux, notamment Human Rights Watch et des comités des Nations unies, ont fait part de leurs inquiétudes quant au risque d'assimilation culturelle que présentent ces programmes, qui séparent les enfants de leur environnement familial et limitent l'utilisation des langues locales. L'impact psychologique est important, car les enfants sont éloignés de leur héritage culturel pendant leurs années de formation.
- **Amérique latine** : Le peuple mapuche du Chili et d'Argentine est depuis longtemps négligé par les systèmes éducatifs publics. En réponse, des écoles communautaires telles que *Ruka Kimün* proposent un enseignement bilingue en espagnol et en mapudungun et intègrent les pratiques spirituelles et l'histoire locale. Leur succès démontre que la souveraineté culturelle dans l'éducation peut être atteinte grâce au leadership local. La Bolivie et l'Équateur, où les constitutions reconnaissent officiellement les cadres plurinationaux, ont fait progresser l'éducation interculturelle bilingue, même si sa mise en œuvre reste inégale.
- **États-Unis** : La situation aux États-Unis est contrastée. Les programmes d'études ethniques et les écoles d'immersion bilingue se sont développés dans certains États, affirmant l'identité culturelle comme un atout éducatif. Cependant, dans d'autres États, la résistance législative depuis 2020 a restreint ces programmes, reflétant les débats en cours sur la manière dont la culture et la race doivent être abordées dans l'enseignement public. Des enquêtes menées par l'Anti-Defamation League en 2023 ont montré que de nombreux étudiants juifs, musulmans et sud-asiatiques ont déclaré ne pas se sentir en sécurité lorsqu'ils exprimaient leur identité sur les campus. Le département américain de la sécurité intérieure a noté que les écoles et les institutions culturelles minoritaires sont de plus en plus la cible de complots extrémistes inspirés par Internet, soulignant ainsi le lien entre les questions d'identité et la sécurité nationale.

Autres dimensions émergentes

Les défis liés à l'identité ne se limitent pas aux programmes scolaires. Ils se manifestent également par l'omission de l'histoire. Le déni du génocide arménien dans les manuels scolaires turcs, la minimisation de l'esclavage et de la dépossession des autochtones dans certains programmes scolaires américains, ou le traitement limité de la violence coloniale dans l'éducation britannique créent tous des récits déformés qui excluent les expériences des minorités. Pour les élèves, l'absence de l'histoire de leur communauté dans les supports scolaires leur donne l'impression que leur culture est marginale par rapport à la nation.

Les inégalités structurelles exacerbent encore davantage l'exclusion. Les disparités en matière de financement, de représentation parmi les enseignants et de politiques disciplinaires nuisent

de manière disproportionnée aux élèves issus de minorités. Au Canada, les élèves autochtones restent plus susceptibles d'être suspendus ou placés dans des filières de rattrapage. En Afrique du Sud, les écoles rurales noires restent sous-financées par rapport aux anciennes écoles réservées aux Blancs. Le Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2021 de l'UNESCO a souligné que les minorités ethniques et linguistiques font partie des groupes les moins desservis dans presque toutes les régions. La pandémie de COVID-19 a creusé ces fossés, les élèves des communautés marginalisées étant touchés de manière disproportionnée par le manque d'accès aux ressources en ligne dans leur propre langue.

Les nouvelles technologies posent également des défis. Dans certains États autoritaires, la surveillance numérique s'est ajoutée aux mécanismes de contrôle existants. En Iran, les élèves qui accèdent à des ouvrages interdits ou à des idées dissidentes peuvent être suivis via les réseaux scolaires. En Russie, les enseignants ont reçu pour instruction de signaler les discussions politiquement « suspectes » entre élèves. Ces pratiques étendent les contraintes identitaires au-delà du programme scolaire, jusqu'à la pensée et l'expression elles-mêmes.

Les déplacements climatiques et les migrations forcées aggravent le problème. Les enfants réfugiés de Syrie, du Myanmar et du Soudan du Sud entrent souvent dans des écoles où leurs langues et leurs traditions sont absentes. Les agences humanitaires, bien que concentrées sur la survie, fournissent rarement des ressources pour la préservation culturelle. Pourtant, les écoles des camps de réfugiés qui intègrent le patrimoine, comme les centres d'apprentissage rohingyas à Cox's Bazar, au Bangladesh, montrent le rôle protecteur de la continuité culturelle, même en situation de crise.

L'éducation comme garantie culturelle

La politique éducative doit donc aller au-delà des mesures d'inscription ou de performance. Elle doit également évaluer dans quelle mesure les écoles affirment l'identité, renforcent l'estime de soi et relient les élèves à leurs communautés. Le bien-être culturel n'est pas séparé de la réussite scolaire, mais en est le fondement. Les élèves qui se sentent déconnectés de leur patrimoine ont moins de chances de réussir et sont plus susceptibles de se désengager de la société.

Comme le montre ce chapitre, l'érosion de l'identité culturelle est rarement soudaine. Elle est cumulative, souvent subtile et se normalise avec le temps. Ses effets sont toutefois profonds : déconnexion, aliénation et désengagement. Pour contrer cela, l'éducation doit être conçue avec empathie et efficacité, avec reconnaissance et innovation. Lorsque l'inclusion culturelle est au centre des préoccupations, les sociétés renforcent leur cohésion plutôt que de se fracturer. Sans elle, l'inclusion reste une promesse non tenue.

3- L'éducation comme protection collective

Dans un contexte marqué par la polarisation idéologique, les migrations forcées et l'érosion des repères culturels, l'éducation est bien plus qu'un vecteur de mobilité sociale ou d'opportunités individuelles. Pour de nombreuses minorités, elle représente un mécanisme essentiel de protection collective. Au-delà des connaissances académiques, les écoles

deviennent des bastions de continuité, des espaces de cohésion et parfois des refuges contre les menaces extérieures.

Ainsi comprise, l'éducation fonctionne comme une infrastructure de défense culturelle. Elle préserve la mémoire, renforce l'identité et transmet une confiance civique qui protège les jeunes générations de la désorientation et des idéologies hostiles. En ce sens, il ne s'agit pas d'un choix « communautaire » marginal, mais d'une stratégie de résilience dans les sociétés fragiles.

Diaspora et défense de l'identité

Les diasporas ont longtemps fourni des exemples clairs de cette fonction protectrice de l'éducation. Après le génocide arménien, la création d'écoles arméniennes en France, au Liban et aux États-Unis a permis de préserver la langue, la liturgie et la mémoire collective. Aujourd'hui encore, ces institutions – plus de 200 dans le monde – incarnent une réponse éducative à la menace de disparition culturelle.

De même, les écoles sikhs au Royaume-Uni illustrent comment l'ancrage identitaire peut servir d'immunisation sociale. Dans les Midlands britanniques, un rapport du Home Office (2022) a révélé que les élèves des écoles sikhs avaient 30 % moins de contacts avec la police avant l'âge de 18 ans que leurs pairs dans des établissements comparables. Les responsables éducatifs soulignent le rôle de l'identité et du service communautaire comme leviers de responsabilité et de cohésion.

Ces expériences convergent sur un point : lorsqu'une école cultive la mémoire et la fierté, elle fait plus que transmettre un héritage ; elle protège les jeunes des tentations de l'aliénation et leur offre une place solide dans la société.

Les écoles juives : bastions contre la montée de l'antisémitisme

L'exemple le plus immédiat et le plus pressant en Europe concerne les écoles juives. Depuis le pogrom du 7 octobre 2023, la résurgence de l'antisémitisme a atteint des proportions sans précédent. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : selon l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA), l'Europe a connu « la plus grave et la plus large escalade de l'antisémitisme depuis des décennies ».

Si les incidents antisémites étaient déjà en augmentation depuis des années, la période postérieure au 7 octobre a marqué non seulement un pic statistique, mais aussi un changement qualitatif. Les écoles, les collèges, les lycées et les campus universitaires sont devenus les principaux foyers de cette hostilité.

- **La France**, qui abrite la plus grande communauté juive d'Europe (600 000 personnes), a vu les incidents antisémites quadrupler en 2023⁴⁵, atteignant près de 1 700 cas. Plus choquant encore, 13 % d'entre eux se sont produits dans des écoles, touchant particulièrement les collégiens⁶.
- **Le Royaume-Uni** a enregistré plus de 4 000 actes antisémites en 2023⁷, dont plus de la moitié après le 7 octobre. Dans les écoles, les incidents ont plus que triplé par rapport à l'année précédente. Les universités ont également connu une explosion des actes hostiles à l'encontre des étudiants juifs⁸.
- **L'Allemagne** a enregistré plus de 5 000 infractions antisémites en 2023, la moyenne quotidienne passant de 7 à 32 incidents après le 7 octobre⁹.

Même les pays où la communauté juive est très peu nombreuse, comme **l'Autriche** (15 000 Juifs) et **l'Espagne** (13 000), ont été frappés par ce « tsunami antisémite ». En Autriche, les signalements ont bondi de près de 60 % en 2023, atteignant un niveau record¹⁰. À Madrid, l'augmentation a dépassé 300 % par rapport à l'année précédente.¹¹

Cette dynamique met en évidence un fait fondamental : les espaces éducatifs sont devenus des zones de vulnérabilité. Les écoles juives, déjà sous protection policière depuis plusieurs années, se trouvent désormais en première ligne. Dans ce contexte, elles apparaissent non seulement comme des lieux de transmission culturelle, mais aussi comme des sanctuaires d'identité et de survie psychologique.

Le **réseau Ozar Hatorah** en Belgique et en France illustre ce double rôle. Éduquant plus de 30 000 élèves, il allie excellence académique et mémoire juive. Ses établissements affichent des taux d'abandon scolaire inférieurs à la moyenne nationale et un engagement civique plus fort. Mais au-delà de ces résultats, leur rôle crucial réside aujourd'hui dans la protection qu'ils offrent contre la haine. En 2023-2024, alors que les actes antisémites atteignaient leur plus haut niveau en deux décennies, ces écoles ont assuré la continuité de l'éducation et de la communauté dans un climat de peur.¹²

⁴ <https://eurojewcong.org/news/communities-news/france/the-number-of-antisemitic-acts-in-france-has-increased-by-1000-since-october-7th/>

⁵ https://www.lemonde.fr/en/france/article/2024/01/25/anti-semitic-acts-in-france-quadrupled-in-2023_6463787_7.html

⁶ <https://www.leparisien.fr/societe/religions/les-actes-antisemites-en-hausse-de-1-000-depuis-les-attaques-du-hamas-24-01-2024-4ZRYBRT5AFBSRNXUEL6LPWFAWU.php>

⁷ <https://www.theguardian.com/news/2024/feb/15/huge-rise-in-antisemitic-abuse-in-uk-since-amas-attack-says-charity>

⁸ <https://www.timeshighereducation.com/news/jewish-students-alienated-antisemitic-incidents-new-high>

⁹ https://report-antisemitism.de/documents/2024-06-2024_Antisemitic_incidents_in_Germany_Annual_Report_Federal_Association_RIAS_2023.pdf

¹⁰ <https://wjc-org-website.s3.amazonaws.com/horizon/assets/3RkRn5Z6/ab2023-english.pdf>

¹¹ <https://eurojewcong.org/news/communities-news/spain/report-highlights-321-increase-in-antisemitic-incidents-in-spain-in-2024/>

¹² <https://www.leparisien.fr/societe/religions/antisemitisme-a-sarcelles-l-hypervigilance-des-parents-et-enfants-des-ecoles-juives-25-01-2024-GP6MDTLK6BFLZPZUBE4BV3ND5Q.php>

L'État et les mécanismes de résilience éducative

Si les initiatives communautaires jouent un rôle essentiel, elles ne suffisent pas à elles seules. Dans certains contextes, les États eux-mêmes reconnaissent la dimension protectrice de l'éducation et mettent en œuvre des programmes publics de résilience.

En **Israël**, par exemple, le ministère de l'Éducation finance, en partenariat avec les services de sécurité, des programmes de résilience psychologique pour les enfants vivant dans des zones exposées aux attaques. Ces initiatives intègrent une pédagogie adaptée, un soutien psychologique et une transmission culturelle, dans le but de transformer les traumatismes en ressources pour la cohésion. Des études publiées en 2021 dans le *Journal of Child Psychology and Psychiatry* montrent que les élèves inscrits à ces programmes ont vu leurs symptômes d'anxiété diminuer de 35 % pendant les crises.

En **Europe**, certains États ont également expérimenté des mesures éducatives visant à renforcer la cohésion sociale et à prévenir les fractures identitaires. **Le Danemark**, par exemple, a lancé des cours de langue d'origine pour les enfants immigrés afin de réduire leur isolement et d'améliorer leur réussite scolaire. Bien que différente du cas juif, cette approche reflète une prise de conscience plus large : la résilience éducative est également une question de politique publique.

L'éducation dans les zones de conflit et d'après-conflit : l'exemple ukrainien

Le rôle protecteur de l'éducation devient encore plus évident dans les zones de guerre. En **Ukraine**, où des millions d'enfants ont été déplacés depuis 2022, les écoles jouent un rôle crucial non seulement dans le maintien de l'apprentissage, mais aussi dans la préservation de la culture.

Avec le soutien du ministère ukrainien de l'Éducation et un financement européen, les écoles accueillant des enfants déplacés à l'intérieur du pays intègrent des modules sur la littérature et l'histoire des régions d'origine des enfants (Donetsk, Louhansk, Kharkiv)¹³. Ces pratiques permettent aux élèves de se sentir reconnus et valorisés malgré leur déplacement. Elles illustrent comment l'éducation peut servir de bouclier contre l'effacement culturel dans les contextes de guerre.

Cet exemple met en lumière, par contraste, la situation des communautés juives en Europe : dans les deux cas, l'école est le lieu où l'identité menacée trouve refuge et où la société dans son ensemble renforce sa résilience.

L'éducation comme immunisation

Ces exemples permettent de tirer une conclusion claire : l'éducation fondée sur l'identité fonctionne comme une immunisation collective. Elle construit des couches de mémoire, de

¹³ <https://education.ec.europa.eu/news/how-countries-are-addressing-the-integration-of-children-from-ukraine-in-eu-education-systems>

responsabilité et de confiance qui protègent les individus contre l'isolement, la stigmatisation ou la manipulation.

À l'instar d'un vaccin, cette immunisation doit être conçue et entretenue. Elle repose sur trois piliers :

1. **La cohésion communautaire**, qui transforme l'école en un espace de solidarité et de protection mutuelle.
2. **La connaissance de l'histoire**, qui arme les jeunes contre la désinformation et la haine en leur donnant des repères solides.
3. **La confiance identitaire**, qui leur permet de participer à la société sans dissimuler ni renier qui ils sont.

C'est précisément dans ce contexte que s'inscrit l'exemple suivant, celui de la Fondation Yael. Sa mission éducative n'est pas une entreprise séparatiste, mais un bouclier culturel : elle démontre comment une initiative philanthropique peut transformer l'éducation en un rempart contre la haine.

En créant des espaces où l'identité juive est valorisée, protégée et transmise, la Fondation Yael montre que l'éducation peut servir de véritable « dôme de fer » éducatif, une protection non seulement contre l'antisémitisme, mais aussi contre l'effacement culturel et la désintégration sociale.

4- Étude de cas – La Fondation Yael : l'éducation juive comme bouclier et ancrage

L'un des exemples contemporains les plus frappants d'éducation culturelle comme moyen de défense communautaire est la Fondation Yael, une ONG créée par Uri Poliavich, entrepreneur technologique et philanthrope à succès, dont la mission est de soutenir l'éducation et l'identité juives dans les communautés fragiles ou menacées à travers le monde. Uri Poliavich est le fondateur de plusieurs entreprises numériques opérant à travers l'Europe, avec une expérience dans les plateformes en ligne à forte croissance agréées et réglementées par la législation européenne. Son succès entrepreneurial lui a permis d'investir de manière durable dans les infrastructures culturelles et éducatives, en particulier pour les communautés minoritaires vulnérables.

Présente dans plus de 35 pays, la fondation finance des écoles, des jardins d'enfants et des programmes complémentaires, qui touchent au total plus de 13 000 enfants juifs. Au-delà de l'alphabétisation et de l'enseignement religieux, son travail représente une défense stratégique contre l'isolement, condition que les extrémistes et les fanatiques cherchent à exploiter. Dans les villes où les familles juives vivent en marge, de Bichkek à Bogotá, les écoles financées par la Fondation Yael offrent non seulement des salles de classe, mais aussi un sentiment de continuité et de sécurité. Elles fonctionnent comme des centres communautaires où les enfants apprennent leur héritage, où les familles se rencontrent et où

la vie communautaire s'épanouit à petite échelle, même si l'environnement environnant est indifférent ou hostile.

Cette mission a été mise à l'épreuve ces dernières années. À la suite des attentats terroristes du Hamas en Israël le 7 octobre 2023 et de la recrudescence mondiale des incidents antisémites qui s'en est suivie, le domaine de l'éducation est devenu l'un des fronts les plus exposés et les plus vulnérables.

Depuis le 7 octobre 2023, en Europe occidentale, l'antisémitisme s'est particulièrement développé dans les écoles et les universités. Les établissements d'enseignement, censés être des sanctuaires dédiés à l'apprentissage et à l'épanouissement personnel, sont au contraire devenus des lieux de première ligne dans la recrudescence des agressions physiques, verbales et symboliques visant les étudiants juifs.

¹⁴Par exemple, un rapport de la **Fondation Jean Jaurès** intitulé « L'antisémitisme en France » (avril 2025) indique que 96 % des jeunes Juifs en France estiment que les actes antisémites ont augmenté depuis les attentats du 7 octobre, et 42 % déclarent avoir déjà été victimes d'un acte antisémite, près d'un quart d'entre eux pour la première fois depuis cette date. Plus de 62 % des victimes d'actes antisémites en 2024 ont déclaré que ces incidents avaient eu lieu dans un cadre scolaire, parfois à plusieurs reprises.

Cette détérioration du climat éducatif a de lourdes implications :

- érosion de la confiance des familles juives dans les écoles publiques,
- un effet dissuasif sur le débat académique, par l'autocensure ou le retrait de la vie universitaire,
- un alourdissement des contraintes sécuritaires qui détournent les ressources éducatives vers la surveillance et la protection.

En conséquence, le nombre d'élèves inscrits dans les écoles juives a augmenté de plus de 48 % depuis 2000 (FSJU), et les parents déclarent en grande majorité que leur principale motivation est la sécurité de leurs enfants (69 %, AJC/Fondapol).

Face à cette escalade, la Fondation a rapidement réorienté ses ressources vers la sécurité des écoles, le soutien psychologique et les bourses d'urgence pour les communautés touchées. En partenariat avec l'Agence juive pour Israël et le ministère israélien des Affaires de la diaspora, la Fondation Yael a créé un fonds spécial pour la sécurité afin de renforcer les établissements d'enseignement juifs dans des dizaines de pays. Ce fonds a notamment permis de financer des gardes, des systèmes d'alarme et des exercices de mise à l'abri dans des écoles d'Europe et d'Amérique latine, alors que les communautés juives se préparaient à d'éventuelles réactions violentes. L'urgence de la situation était soulignée par des statistiques alarmantes : en France,

¹⁴ <https://www.jean-jaures.org/publication/lecole-de-la-republique-a-lepreuve-de-la-montee-de-lantisemitisme/>

les actes antisémites ont quadruplé en 2023 pour atteindre 1 676 incidents (contre 436 en 2022) après le début de la guerre entre Israël et le Hamas. D'autres pays européens ont connu des hausses similaires. Pour la Fondation Yael, protéger les écoles est devenu synonyme de protéger des vies et des esprits.

La réponse culturelle de la Fondation a été tout aussi importante. En décembre 2024, alors que les répercussions du conflit et l'antisémitisme qui s'en est suivi se faisaient encore sentir, la Fondation Yael a organisé une campagne mondiale pour Hanoukka au cours de laquelle des enfants juifs des cinq continents ont allumé des bougies en solidarité avec les otages israéliens et les personnes menacées. Cette initiative, coordonnée par les écoles financées par la Fondation Yael et les réseaux sociaux, a été à la fois un moment éducatif et un message *modéré contre l'extrémisme*. Les enfants ont découvert l'histoire de Hanoukka, symbole de résilience, et en diffusant l'image de leurs bougies allumées, ils ont affirmé leur présence et leur unité. Dans des communautés allant de Melbourne à Marrakech, le fait de célébrer simultanément une fête ancienne est devenu une déclaration : *nous sommes toujours là, notre lumière ne s'éteindra pas*. Ces rituels, facilités par une ONG, ont aidé les familles à se sentir connectées à une identité juive mondiale pendant une période d'isolement et de peur.

En intégrant la fierté, la solidarité et l'empathie dans l'éducation, la Fondation Yael renforce la résilience là où la surveillance ou le maintien de l'ordre ne peuvent atteindre. Son approche souligne qu'il n'est pas possible de simplement « sécuriser » une communauté à l'aide de gardes et de barrières ; la véritable sécurité provient également de la confiance que procure le sentiment d'appartenance. Par exemple, dans les anciennes républiques soviétiques, où les populations juives sont peu nombreuses et où les pressions en faveur des mariages mixtes et de l'assimilation sont fortes, la Fondation Yael soutient des écoles du dimanche et des camps d'été qui enseignent l'histoire juive, l'hébreu et les arts culturels. Les anciens élèves de ces programmes deviennent souvent des leaders communautaires, ou du moins se sentent à l'aise d'afficher leur judaïté dans des sociétés qui reconnaissent à peine l'existence des Juifs. Lors d'entretiens, plusieurs parents ont fait remarquer que leurs enfants d' s avaient cessé de cacher leurs colliers avec l'étoile de David ou leurs manuels d'hébreu à l'école publique dès qu'ils avaient commencé à suivre les programmes de la Fondation Yael, car ils ne se sentaient plus seuls ni honteux.

Le travail de la Fondation Yael met également en évidence l'interaction entre l'éducation et la guérison des traumatismes. Après la fusillade dans une synagogue à Pittsburgh en 2018, puis après la prise d'otages dans une synagogue au Texas en 2022, la Fondation Yael a envoyé des équipes pour soutenir les écoles juives locales, en fournissant des conseillers formés à l'éducation tenant compte des traumatismes. La fondation avait tiré les leçons de l'expérience israélienne : après un acte de violence, l'un des meilleurs endroits pour surmonter la peur est la salle de classe, où la routine et la communauté peuvent restaurer un sentiment de normalité brisé. Les élèves d'une école hébraïque soutenue par la Fondation Yael à Chicago, par exemple, ont été guidés pour créer des œuvres d'art et rédiger des essais exprimant leurs sentiments après ces événements, en reliant leurs émotions personnelles aux thèmes juifs de

surmonter l'adversité. Cela les a aidés à canaliser leur anxiété dans une production créative, renforçant ainsi leur identité plutôt que de laisser le traumatisme la définir.

Une autre dimension de la stratégie de la Fondation Yael consiste à tendre la main aux micro-communautés qui sont souvent laissées pour compte par la communauté juive mondiale. Par exemple, en Grèce et dans les Balkans, il existe encore de très petites enclaves juives, mais elles ne disposent pas d'établissements scolaires locaux. La Fondation Yael accorde des bourses pour l'enseignement à distance, afin que les enfants juifs de Skopje ou de Sarajevo, par exemple, puissent suivre des cours virtuels avec leurs camarades de communautés plus importantes. Cela évite que l'isolement lié au fait d'être « le seul » n'érode le lien de cet enfant avec son héritage. Cela évite également aux familles d'avoir à faire le choix déchirant entre émigrer ou s'assimiler pour préserver l'identité de leurs enfants ; grâce à ce soutien, elles peuvent rester dans leur ville natale où leurs familles vivent depuis des générations, avec la certitude que leurs enfants peuvent toujours recevoir une éducation juive (même si elle est complétée par des cours virtuels).

La philosophie de la Fondation s'aligne sur un argument plus large en matière de sécurité : l'appartenance est une forme de protection. Lorsque les jeunes juifs se sentent solidement ancrés dans leur identité, ils sont moins susceptibles d'être influencés par les discours extrémistes, qu'ils soient djihadistes ou d'extrême droite, qui ciblent souvent les jeunes en rupture. Ils sont également plus enclins à établir des ponts avec d'autres communautés dans un esprit de respect mutuel plutôt que de peur. Dans des pays comme l'Argentine et l'Afrique du Sud, les écoles financées par la Fondation Yael sont délibérément ouvertes au dialogue interconfessionnel et invitent souvent des élèves non juifs à des événements culturels, ce qui démystifie et humanise une minorité que les conspirationnistes diabolisent souvent. L'espoir à long terme est que les élèves d'aujourd'hui, ayant grandi fiers et sans crainte de leur héritage, deviennent des adultes qui s'opposent à la haine sous toutes ses formes.

La Fondation Yael n'est pas seule dans son approche historique : elle fait écho à des initiatives antérieures telles que la **Fondation Ronald S. Lauder**, qui depuis les années 1990 a créé des écoles et des camps juifs en Europe de l'Est, ou le **réseau ORT**, qui dispense depuis plus d'un siècle une formation professionnelle aux Juifs (et à d'autres). Ce qui différencie la Fondation Yael, c'est la formulation explicite de son travail en termes stratégiques : **Uri Poliavich parle souvent non seulement d'éducation et de charité, mais aussi de « dômes de fer communautaires »** – en référence au bouclier antimissile israélien – pour décrire les écoles. Ce langage a parfois suscité des critiques de la part de ceux qui sont mal à l'aise avec le mélange entre discours sécuritaire et scolarisation. Cependant, il trouve un écho auprès des communautés qui *se sentent* assiégées à une époque où l'antisémitisme est en hausse. Lorsqu'un cocktail Molotov a été lancé sur un centre juif en Tunisie en 2022, l'un des premiers appels passés par la communauté locale a été destiné au coordinateur régional de la Fondation Yael, avant même de contacter les organisations juives internationales, car elle considérait la fondation comme un éducateur et un protecteur sur le terrain.

Les résultats sont certes difficiles à quantifier dans ce domaine, mais certains indicateurs sont révélateurs. Au cours des cinq dernières années, les communautés disposant d'écoles soutenues par la Fondation Yael ont connu une plus forte rétention de la participation communautaire (moins de jeunes familles partant vers les grandes villes ou émigrant), selon des enquêtes internes. Il existe des témoignages anecdotiques d'étudiants qui ont choisi une carrière dans le service communautaire, le rabbinat ou l'éducation juive après avoir vécu des expériences positives dans ces écoles de la Fondation Yael. Et dans au moins deux cas (un en Amérique latine, un en Asie centrale), les autorités ont reconnu que les informations provenant de relations de confiance dans les écoles de la Fondation Yael avaient contribué à déjouer des attaques planifiées contre des cibles juives, illustrant ainsi comment une communauté engagée peut être les meilleurs yeux et oreilles pour sa propre sécurité.

L'étude de cas de la Fondation Yael souligne de manière cruciale que la philanthropie peut agir plus rapidement que les pouvoirs publics pour répondre aux besoins en matière de sécurité culturelle. Après les événements du 7 octobre 2023, certains gouvernements européens ont mis des semaines, voire des mois, à renforcer la sécurité des sites juifs ; la Fondation Yael a agi en quelques jours pour distribuer des subventions d'urgence destinées à des mesures de protection et à la prise en charge des traumatismes. Cette agilité peut faire une différence décisive dans le moral de la communauté. Le fait de savoir que « quelqu'un les soutient » immédiatement en cas de crise a renforcé le sentiment d'appartenance de ces minorités à un ensemble plus large qui les valorise. Cela illustre comment l'initiative privée, lorsqu'elle est en phase avec le contexte culturel, peut compléter les efforts officiels.

Pourtant, le travail de la Fondation est également confronté à des défis. La collecte de fonds pour soutenir des écoles éloignées que la plupart des donateurs ne visiteront jamais est un effort constant, d'autant plus que les besoins se multiplient. Il faut également trouver le juste équilibre entre isolationnisme et ouverture : certains critiques affirment que la création d'écoles séparées (même pour des raisons de préservation) peut entraver l'intégration dans les sociétés multiethniques. La Fondation Yael rétorque que ses écoles suivent les programmes nationaux et encouragent l'engagement civique, dans le but de former des citoyens « 100 % fiers d'être juifs et 100 % loyaux envers leur pays », rejetant ainsi la fausse opposition entre ces deux identités. Néanmoins, la tension est réelle et nécessite un dialogue permanent avec les gouvernements hôtes et les autres communautés.

Contre-offensive : campagnes médiatiques antisémites et dénigrement de la philanthropie

Le travail de la Fondation Yael n'est pas resté sans contestation. À Chypre, où la Fondation soutient une école juive et des programmes culturels, **une série de campagnes numériques ciblées ont cherché à délégitimer à la fois l'institution et son fondateur, Uri Poliavich, en utilisant des tropes antisémites et un langage conspirationniste** pour masquer l'hostilité ethnique sous le couvert d'un examen public.

En 2025, un article désormais supprimé du *Politis*, un important journal chypriote, titrait de manière accusatrice : « **Où la Fondation Yael a-t-elle trouvé l'argent pour financer l'école**

juive ? ». Présenté comme un article d'investigation, cet article insinuait des malversations financières sans présenter de preuves. Cet article a été suivi d'une vague de publications sur Twitter/X et de vidéos TikTok par des acteurs des réseaux sociaux tels que @andriano_cha¹⁵¹⁶ qui ont publié des vidéos contenant des messages codés laissant entendre qu'un « réseau **financier juif** » blanchissait de l'argent par le biais d'organisations caritatives éducatives. Ces vidéos utilisaient des codes antisémites classiques – évoquant une influence imméritée, une manipulation étrangère et une richesse secrète – et ont été amplifiées par des algorithmes sur des plateformes telles que TikTok, notamment grâce à des filtres tendance, des légendes ambiguës et des mèmes qui masquaient leur intention haineuse sous le couvert de l'humour.

Une vidéo TikTok montrait **une étoile de David se transformant en une image de piles d'argent avec la légende « école ou société écran ? »** – un indice visuel sans fondement factuel, mais conçu pour susciter la suspicion et le ressentiment. Une autre vidéo suggérait que l'éducation juive servait de couverture aux opérations d'influence israéliennes, en utilisant des images floues d'écoliers accompagnées d'une musique sinistre et de hashtags chargés de complots.

Dans le même temps, des fils Twitter publiés par des comptes à motivation politique ont repris ces affirmations, taguant des politiciens et des journalistes de l'UE et accusant la Fondation Yael de gérer un réseau secret de renseignements. Ces fils ont suscité l'intérêt de groupes d'extrême droite et antisionistes, démontrant à quel point la rhétorique antisémite circule aujourd'hui sans difficulté entre les extrêmes idéologiques. Des organismes de surveillance ont par la suite identifié ces campagnes comme faisant partie d'efforts coordonnés de désinformation visant les ONG juives actives dans le domaine de l'éducation et des droits humains.

Les attaques se sont étendues à Uri Poliavich lui-même. Des publications et des articles de blog provenant de sites pseudo-investigatifs tels que *The Silence of the Others*¹⁷ le décrivaient comme un « **financier crypto-sioniste** », superposant des clichés antisémites aux préoccupations relatives à la transparence des ONG. Aucune de ces plateformes n'a publié de rétractation ni corrigé les fausses allégations, même après que des vérificateurs de faits indépendants les aient démenties.

Ce qui rend cette campagne particulièrement insidieuse, c'est la manière dont elle instrumentalise l'ambiguïté. En dissimulant la haine sous le langage de la responsabilité et de la préoccupation, les agresseurs exploitent le réflexe de transparence des sociétés libérales occidentales, transformant un principe fondamental de la démocratie en un outil de diffamation ethnique.

Le résultat ne s'est pas limité à une atteinte à la réputation. Les parents d'élèves de l'école soutenue par la Fondation Yael à Nicosie ont fait état d'une anxiété accrue, craignant que les

¹⁵ https://www.tiktok.com/@andriano_cha/video/7506843425765887255

¹⁶ https://www.tiktok.com/@andriano_cha/video/7506901343303404822

¹⁷ <https://thesilenceoftheothers.blogspot.com/2025/05/yael-foundation.html>

spéculation publique sur l'intégrité de l'école ne se transforme en harcèlement ou en violence. Plusieurs enseignants ont dû bénéficier d'une protection temporaire pour se rendre à l'école et en revenir après que des menaces ont circulé en ligne. Pour Uri Poliavich, qui vit et travaille à Chypre depuis des années, cette escalade a été une épreuve tant sur le plan personnel qu'institutionnel, l'obligeant à publier des démentis et à revoir les mesures de sécurité, ce qui a épuisé les ressources de la fondation destinées à sa mission éducative.

En réponse, la Fondation a publié une rare réprimande publique, dénonçant ces campagnes comme discriminatoires et motivées par des raisons politiques. Elle a également déposé des plaintes auprès des modérateurs de la plateforme et des agences européennes chargées des droits numériques, mais l'impact de la diffamation virale s'est avéré difficile à inverser. Comme dans de nombreux cas de haine numérique, le préjudice a persisté même après la suppression des publications ou la suspension des comptes.

Même face à des campagnes de désinformation ciblées, des menaces en ligne et un antisémitisme à peine voilé, la Fondation Yael poursuit sa mission sans se laisser décourager. La décision d'Uri Poliavich d'investir dans l'éducation – non seulement comme une œuvre caritative, mais aussi comme une infrastructure culturelle stratégique – révèle une conviction plus profonde : préserver l'identité par l'apprentissage est non seulement utile, mais essentiel, même si cela suscite de l'hostilité. Sa résilience face à la diffamation souligne le point même que sa fondation cherche à prouver : que l'appartenance, lorsqu'elle est cultivée dans les écoles et soutenue par la communauté, peut survivre à l'intimidation. Loin de battre en retraite, la fondation a étendu sa portée et renforcé sa présence dans les régions vulnérables, montrant clairement que le remède à la haine n'est pas le retrait, mais des actes de solidarité plus forts et plus lumineux.

Cette philosophie n'est pas propre à la Fondation Yael. Partout dans le monde, d'autres ONG, initiatives locales et éducateurs culturels mettent discrètement en place des modèles similaires, souvent dans des conditions sociales ou politiques très différentes, mais avec la même conviction : que l'éducation ancrée dans l'identité peut maintenir la cohésion de communautés fracturées. Le chapitre suivant examine ces cas comparatifs, retraçant la manière dont diverses institutions, des écoles dirigées par des autochtones en Amérique du Nord aux fondations éducatives musulmanes en Europe, redéfinissent ce que signifie l'infrastructure culturelle à l'ère de la mondialisation.

5- Modèles comparatifs : ce que font d'autres ONG, écoles et communautés

La protection de l'identité par l'éducation n'est pas l'apanage d'une seule communauté. Partout dans le monde, des fondations philanthropiques, des mouvements locaux et des systèmes publics innovants ont mis au point des solutions pour renforcer la résilience culturelle. Ces modèles comparatifs, bien que très divers, partagent une logique commune : éduquer, c'est protéger.

A. Grandes ONG philanthropiques

Deux organisations se distinguent par leur impact international :

- **Luminos Fund** : ce fonds gère des programmes d'« apprentissage accéléré » pour les enfants réfugiés ou non scolarisés (Liban, Éthiopie, Ghana, etc.). En dix mois, les élèves rattrapent trois années d'école primaire, et 90 % d'entre eux réintègrent ensuite le système scolaire formel. L'approche comprend des éléments de résilience culturelle et émotionnelle à travers la narration, les arts et la mémoire communautaire. Dans les camps de réfugiés syriens au Liban, par exemple, les enfants partagent des chansons et des histoires de leurs villages, recréant ainsi un espace de continuité identitaire.
- **Fondation Varkey** : Fondée par Sunny Varkey, elle milite pour la restauration du statut des enseignants (Global Teacher Prize). Ses programmes de formation intègrent la compétence interculturelle et abordent les préjugés implicites, faisant des enseignants les premiers « défenseurs » d'une pédagogie inclusive. Dans les zones sujettes à des tensions (côte kenyane, Birmingham), ses programmes réduisent la méfiance intercommunautaire et transforment les écoles en bastions du respect mutuel.

B. Mouvements communautaires et populaires

Certaines communautés ont créé leurs propres écoles afin de préserver des langues ou des identités menacées :

- **Les écoles maories (Kura Kaupapa) en Nouvelle-Zélande** : nées dans les années 1980, elles ont permis la renaissance de la langue maorie et ont donné aux jeunes une base identitaire solide.
- **Ikastolas basques (Espagne/France)** : créées clandestinement sous Franco, elles sont depuis devenues les piliers du renouveau linguistique et culturel basque.

Ces exemples illustrent comment l'initiative citoyenne peut inverser la dynamique d'effacement culturel.

C. Écoles et centres complémentaires dirigés par des minorités

Lorsque les écoles à temps plein ne sont pas viables, les communautés créent des structures complémentaires : écoles du week-end, cours de langue d'origine, centres culturels.

- En Europe et en Amérique du Nord, des associations grecques, turques, chinoises ou arméniennes organisent des écoles le samedi. Elles offrent aux enfants un espace de socialisation culturelle et linguistique en dehors de l'enseignement public.
- Au sein des communautés juives ou hindoues, les écoles du dimanche (écoles religieuses, Bal Vihars, etc.) jouent un rôle similaire : transmission plus légère mais structurée de l'histoire, des traditions et des valeurs.

Ces initiatives, souvent modestes, constituent un filet de sécurité identitaire pour les familles qui n'ont pas accès à des écoles spécialisées.

D. Initiatives scolaires inclusives

Dans d'autres cas, c'est le système public lui-même qui adapte son offre :

- **Programmes bilingues (États-Unis, Scandinavie)** : en intégrant les langues d'origine des élèves dans l'enseignement, ils transforment ce qui était autrefois considéré comme une « faiblesse » en une ressource d'apprentissage.
- **Études ethniques et réformes des programmes scolaires (Californie, Finlande, Norvège, etc.)** : introduction de l'histoire et de la mémoire des minorités pour renforcer l'inclusion.
- **Écoles intégrées en Irlande du Nord** : en réunissant catholiques et protestants, elles démontrent que la reconnaissance mutuelle des identités peut réduire les divisions sectaires dès le plus jeune âge.

Ces modèles montrent que l'inclusion culturelle peut être construite au sein même des institutions nationales.

E. Programmes internationaux et interconfessionnels

Enfin, plusieurs organisations internationales jouent un rôle clé :

- **UNESCO** : ressources éducatives pour la diversité culturelle et les langues en danger.
- **UNICEF** : programmes éducatifs dans des contextes d'urgence, intégrant la mémoire et l'expression culturelle.
- **Réseau Aga Khan de développement (AKDN)** : académies en Afrique et en Asie alliant excellence académique, pluralisme et ancrage culturel.

6 – L'État, garant de la résilience culturelle

Les gouvernements peuvent transformer le paysage éducatif en protégeant légalement les minorités et en finançant des programmes adaptés. En Europe, la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires a permis à des régions telles que la Catalogne et le Pays basque de développer un enseignement bilingue complet, de la maternelle à l'université. En Finlande, l'État finance des écoles de langue sami, offrant ainsi une reconnaissance symbolique et un soutien pratique à une culture minoritaire.

Ces initiatives montrent que l'éducation fondée sur l'identité n'est pas une question marginale, mais qu'elle peut être intégrée au cœur des politiques publiques. À l'inverse, les politiques d'assimilation peuvent affaiblir le tissu culturel, ce qui souligne l'importance de la mobilisation civique. L'Irlande, par exemple, a considérablement développé ses écoles

d'immersion en gaélique (Gaelscoileanna) depuis les années 1990, faisant de cette langue un outil de fierté postcoloniale et obtenant des résultats scolaires remarquables.

Le financement ciblé est un autre levier décisif. Aux États-Unis, l'Office of Indian Education soutient les programmes de langues autochtones ; au Canada, les investissements consécutifs à la Commission de vérité et réconciliation visent à revitaliser les écoles des réserves. En Europe, les fonds alloués après la crise des réfugiés de 2015 ont parfois été utilisés pour inclure des cours de langue maternelle et des médiateurs culturels afin de faciliter l'intégration.

Le rôle de l'État s'exprime également dans les programmes scolaires nationaux. Lorsque les programmes scolaires incluent explicitement l'histoire des minorités, ils valident la pluralité comme élément constitutif de la nation. L'Écosse, par exemple, a introduit l'histoire des persécutions contre la culture gaélique dans son programme scolaire, tandis que Taïwan a intégré l'histoire austronésienne dans l'enseignement national.

Enfin, les préoccupations en matière de sécurité ont conduit plusieurs États à renforcer la protection physique des écoles minoritaires. Le Royaume-Uni a augmenté en 2023 le financement du Community Security Trust afin de sécuriser les écoles juives. En France, les institutions juives bénéficient depuis 2015 d'une protection policière ou militaire renforcée. L'attentat terroriste perpétré en 2012 à l'école Ozar Hatorah de Toulouse illustre tragiquement à quel point ces institutions sont à la fois des cibles symboliques et des piliers essentiels de la communauté qui nécessitent une protection publique¹⁸.

Philanthropie : innovation et flexibilité

Les philanthropes et les fondations ont souvent été les premiers à créer des écoles ou des programmes culturels, en particulier lorsque les gouvernements étaient hostiles ou indifférents. Ils fournissent des capitaux à risque pour tester des idées qui, si elles sont couronnées de succès, peuvent ensuite être adoptées ou développées par les gouvernements (un concept que les experts du secteur social appellent « les ONG comme laboratoires d'apprentissage »). Un exemple historique classique : l'Alliance Israélite Universelle, un réseau philanthropique juif du XIXe siècle, a créé des écoles modernes pour les Juifs à travers l'Empire ottoman et l'Afrique du Nord, combinant la culture juive locale avec l'éducation des Lumières européennes, ce qui a transformé ces communautés et préfiguré les systèmes scolaires publics ultérieurs dans ces pays.

Ces derniers temps, les philanthropes de la diaspora ont joué un rôle central. La diaspora arménienne, par exemple, finance de nombreuses écoles et universités arméniennes à l'étranger (comme au Liban, en Argentine et aux États-Unis) et soutient également l'éducation en Arménie même, créant ainsi un espace éducatif arménien transnational. L'Union générale arménienne de bienfaisance (AGBU) propose des programmes éducatifs qui permettent aux jeunes de la diaspora de se reconnecter à leur héritage. De même, les donateurs de la diaspora

¹⁸ https://www.lemonde.fr/fragments-de-france/article/2021/10/20/faire-avec-les-cicatrices-laissees-par-mohammed-merah-a-toulouse_6099095_6095744.html

sikh contribuent au fonctionnement des écoles Khalsa en Occident, et les exilés tibétains financent leurs écoles communautaires en Inde et au Népal. Ces flux privés constituent une forme de transfert culturel, reconnaissant que le maintien de l'identité est aussi crucial que l'envoi d'argent pour la nourriture ou le logement.

Les grandes fondations mondiales ont intégré la résilience culturelle dans leurs stratégies, même si c'est de manière implicite. Par exemple, dans les années 2000, la Fondation Ford et la Fondation MacArthur ont financé de nombreux travaux sur les connaissances autochtones et l'éducation bilingue en Amérique latine, considérant cela comme un élément de promotion de l'inclusion sociale et de l'équité.

Dans certains cas, des partenariats public-privé (PPP) voient le jour. Un gouvernement peut confier à une ONG la gestion d'écoles en son nom, car celle-ci bénéficie de la confiance de la communauté. Par exemple, avant 2021, le gouvernement afghan autorisait les ONG à gérer de nombreuses écoles communautaires dans des régions reculées, tout en les considérant comme faisant partie du système public, alliant ainsi l'efficacité philanthropique au mandat public. En Europe, les municipalités fournissent parfois des locaux gratuits pour les programmes communautaires après l'école, les subventionnant essentiellement en nature, tandis que le contenu est géré par des associations culturelles.

Des modèles de financement évolutifs sont essentiels pour assurer la pérennité. Les dotations ou les fonds fiduciaires ont été une solution. Les écoles Kamehameha à Hawaï, par exemple, sont financées par une dotation massive (provenant de l'héritage de la princesse Bernice Pauahi Bishop) destinée spécifiquement à l'éducation des enfants autochtones hawaïens. Ce fonds fiduciaire privé a permis à des dizaines de milliers de jeunes Hawaïens de bénéficier d'une éducation de qualité avec une forte composante culturelle pendant plus d'un siècle, indépendamment des budgets gouvernementaux. Inspirés par ces modèles, certains appellent à la création de dotations pour l'éducation culturelle d'autres groupes patrimoniaux menacés. Par exemple, certains ont proposé la création d'un fonds permanent pour la sécurité et l'éducation des Juifs dans le monde, alimenté par les gouvernements et les donateurs privés, afin de garantir que chaque communauté juive puisse se permettre des écoles sûres sans épuiser ses propres ressources chaque fois qu'une crise survient.

Un autre modèle consiste à investir socialement dans les technologies éducatives pour les contenus culturels. Les fonds de capital-risque philanthropiques peuvent financer des projets tels que des applications d'apprentissage des langues minoritaires (par exemple, l'intégration par Duolingo de cours de navajo, d'hawaïen et de gaélique écossais a été en partie motivée par des partenariats philanthropiques/universitaires). Les archives numériques du folklore, les jeux historiques interactifs mettant en scène des héros issus de minorités : ces projets démarrent souvent grâce à une subvention ou à un prix décerné par une fondation. S'ils s'avèrent populaires, ils peuvent ensuite attirer des capitaux commerciaux ou des subventions publiques. De cette manière, la philanthropie agit comme le volet R&D du progrès social dans le domaine de l'éducation culturelle.

La coordination entre les secteurs privé et public peut maximiser la portée. Prenons l'exemple de la sécurité : les donateurs privés financent souvent la modernisation des systèmes de sécurité ou le recrutement de gardes dans les écoles religieuses, mais cela est difficile à maintenir à long terme. Certains gouvernements accordent désormais des subventions, comme indiqué, ou remboursent au moins une partie des coûts. Un modèle de financement collaboratif, dans lequel le gouvernement complète les fonds collectés par la communauté, peut encourager la responsabilité locale tout en reconnaissant le devoir de l'État. Le programme américain Nonprofit Security Grant Program, par exemple, accorde des fonds fédéraux aux synagogues, mosquées, églises et écoles associées pour améliorer leur sécurité, souvent à hauteur des fonds collectés par la communauté elle-même.

La philanthropie d'entreprise a également un rôle à jouer. Les entreprises qui valorisent la diversité parrainent parfois des initiatives éducatives (comme Cisco qui finance des laboratoires technologiques dans les écoles amérindiennes ou Google qui soutient la numérisation des langues en voie de disparition). Bien que souvent motivées par des considérations d'image de marque, ces initiatives peuvent néanmoins canaliser des ressources vers les infrastructures culturelles. Par exemple, une entreprise de télécommunications pourrait s'associer pour apporter une connexion Internet à des écoles culturelles rurales, ce qui favoriserait l'éducation et lui permettrait de gagner la sympathie de cette communauté.

Législation et architecture des politiques publiques

Au-delà du financement, la législation donne le ton. Certains pays envisagent ou ont déjà adopté des lois reconnaissant les infrastructures culturelles (écoles, bibliothèques, musées communautaires) comme des éléments essentiels au même titre que les routes ou les hôpitaux. Bien que encore rare, cette approche gagne en visibilité. Elle reflète une conception plus large des droits culturels en tant que droits humains fondamentaux.

La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (2007) affirme explicitement le droit de ces communautés à créer et à contrôler leurs propres systèmes éducatifs et à enseigner dans leur propre langue. Même si elle est souvent symbolique, elle établit une norme morale : les États qui l'ont approuvée (pratiquement tous les membres de l'ONU) devraient faciliter l'existence et le financement de telles structures. Les ONG et les communautés peuvent s'appuyer sur cette base pour exiger des lois nationales ou des programmes publics consacrés à l'éducation culturelle.

Certains experts en politique suggèrent d'aller plus loin en introduisant des « évaluations d'impact culturel » dans la planification de l'éducation. Tout comme les projets d'infrastructure nécessitent des études d'impact environnemental, la fermeture ou la fusion d'une école devrait inclure une analyse de ses conséquences culturelles. La fermeture d'une école rurale qui est la seule à enseigner une langue minoritaire représente une perte disproportionnée. Cette idée encore émergente illustre comment les décisions publiques pourraient consciemment protéger la diversité en intégrant les dimensions culturelles dans la gouvernance de l'éducation.

La philanthropie, pour sa part, opère souvent dans des espaces plus sensibles ou apolitiques. Les fondations privées peuvent financer des programmes de tutorat qui incluent discrètement un contenu culturel, évitant ainsi toute résistance politique. Mais à grande échelle, seule une collaboration ouverte avec les États peut conférer à ces initiatives légitimité et durabilité. C'est pourquoi de nombreuses fondations combinent le soutien à des projets locaux et la défense de politiques publiques.

Certains chercheurs envisagent même de créer **des fonds mondiaux pour l'éducation culturelle**, sur le modèle des fonds mondiaux pour la santé (tels que le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme). Un tel mécanisme pourrait financer la production de contenus numériques dans les langues minoritaires, les échanges scolaires pour les communautés menacées ou les programmes de résilience éducative dans les zones post-conflit. Il existe déjà des prototypes (tels que le Fonds d'urgence pour le patrimoine de l'UNESCO), mais un fonds spécifiquement dédié à la résilience éducative et identitaire comblerait une lacune.

En conclusion, c'est souvent la synergie entre l'action publique et la philanthropie privée qui détermine si les expériences locales peuvent évoluer vers un changement systémique. L'État fournit des garanties juridiques et structurelles ; les fondations apportent l'innovation, la rapidité et parfois le capital initial qui prouve la faisabilité. Lorsque ces deux niveaux s'alignent, les résultats sont durables et profonds. À l'inverse, lorsque les communautés sont laissées à elles-mêmes ou lorsque les gouvernements imposent des réformes sans ancrage local, les efforts échouent.

Conclusion

Dans un monde déchiré par la fragmentation sociale, les idéologies extrémistes et les déplacements de populations, une vérité ressort clairement des preuves et des récits présentés : **l'appartenance est une forme profonde de sécurité**. Tout au long de ce rapport, nous avons vu comment l'enseignement fondé sur l'identité, qu'il s'agisse de cours de langue communautaires ou d'écoles patrimoniales à part entière, renforce les individus et les communautés contre une multitude de menaces. Il ne s'agit pas de sécurité au sens traditionnel du terme, avec des armées et des mesures de surveillance, mais d'une *sécurité douce* qui opère dans les cœurs et les esprits, réduisant discrètement l'attrait des forces qui se nourrissent de l'aliénation.

Les recherches et les études de cas que nous avons explorées démontrent **plusieurs résultats clés de l'éducation culturelle** :

- **Résilience face à l'extrémisme** : nous avons constaté à maintes reprises que les jeunes éduqués à être fiers de qui ils sont sont moins vulnérables au recrutement extrémiste. Les groupes terroristes et les mouvements haineux attirent souvent des recrues en leur offrant un sentiment d'identité, d'utilité et d'appartenance qui leur fait défaut ailleurs. En répondant de manière préventive à ce besoin par des moyens positifs (une

communauté scolaire solidaire, un lien avec la tradition, des mentors qui valident leur origine), nous émoussons l'une des armes les plus redoutables de l'extrémisme. Un monde qui ne parvient pas à éduquer ses jeunes à leur identité sera finalement contraint de faire face à leur colère ; à l'inverse, comme l'a dit un expert en sécurité, un *enfant valorisé est un futur adulte désarmé* (de haine).

- **Guérison et reconstruction après un conflit** : pour les communautés marquées par un traumatisme — qu'il s'agisse d'une guerre, d'un génocide ou d'une discrimination persistante —, retrouver leur histoire grâce à l'éducation est souvent la première étape vers la guérison. Nous avons vu comment les écoles yézidies et rohingyas aident à transformer le statut de victime en capacité d'agir en enseignant leur histoire de persévérance. Dans les situations post-conflit, de la Bosnie au Rwanda, l'intégration des histoires de tous les groupes dans les programmes scolaires a fait partie du processus de réconciliation. L'appartenance donne un sens à l'avenir ; un enfant qui a un sentiment d'appartenance est un enfant qui peut imaginer demain. Ainsi, l'investissement éducatif dans l'identité peut briser les cycles de violence, en empêchant la transmission intergénérationnelle des traumatismes et de la haine.
- **Confiance civique et participation** : une scolarité fondée sur l'identité, lorsqu'elle est équilibrée par une éducation civique commune, tend à produire des citoyens engagés. Les exemples cités dans le rapport montrent que les élèves issus de telles écoles sont souvent plus actifs dans le service communautaire, le leadership et les initiatives de rapprochement. Loin de se replier sur le « tribalisme », les jeunes qui ont une identité sûre peuvent aborder les autres sans crainte existentielle. Comme le dit le proverbe, on ne peut vraiment respecter les autres tant qu'on ne se respecte pas soi-même. L'appartenance à l'école se traduit par une confiance dans la société. À une époque où les démocraties sont mises à rude épreuve par la polarisation, cette confiance est un atout pour la société. Elle permet de former des individus moins sensibles à la politique de diabolisation, car ils ont moins de démons intérieurs liés à l'insécurité.
- **Préservation des connaissances et de la diversité** : L'effet pratique de l'éducation culturelle est la survie des langues, des traditions et des perspectives qui enrichissent la mosaïque humaine. Chaque culture recèle des solutions uniques aux problèmes humains, des idées philosophiques, artistiques et scientifiques issues de son expérience particulière. En veillant à la transmission des cultures minoritaires, nous préservons un réservoir de connaissances diverses qui profite à tous (par exemple, les connaissances écologiques traditionnelles des cultures autochtones qui contribuent à des pratiques durables à l'échelle mondiale). Les monocultures, qu'elles soient biologiques ou culturelles, sont fragiles et susceptibles de s'effondrer. La diversité est intrinsèquement plus sûre : un ensemble diversifié d'identités et d'idées avec des liens transversaux est plus difficile à démanteler qu'un bloc homogène.

L'appartenance apparaît donc non seulement comme un concept agréable, mais aussi comme un impératif stratégique. Cela redéfinit la manière dont nous pourrions aborder les politiques. Plutôt que de considérer les programmes culturels dans l'éducation comme accessoires ou «

agréables si possible », nous devrions les considérer comme une infrastructure de sécurité essentielle pour le XXI^e siècle. Une ligne budgétaire pour les manuels scolaires en langues minoritaires est tout autant un investissement dans la sécurité qu'une ligne budgétaire pour la cybersécurité, pourrait-on dire, car elle s'attaque aux causes profondes des conflits plutôt qu'à leurs symptômes. Un officier d'une unité antiterroriste ferait bien de plaider en faveur du financement d'un centre communautaire ou d'un programme d'enrichissement scolaire, reconnaissant qu'une once de prévention (par l'appartenance) vaut mieux qu'une livre de remède (par la force).

Il ne s'agit pas d'un idéalisme naïf, mais d'une conclusion étayée par des données et l'expérience vécue par les communautés. Même les stratèges militaires et les services de renseignement en sont venus à considérer que les mesures cinétiques ne peuvent à elles seules garantir la sécurité d'une société dont le tissu social est effiloché. Comme le résume succinctement un rapport britannique : « Le meilleur rempart contre l'extrémisme, ce sont des enfants bien éduqués qui ont un intérêt dans la société. » Lorsque nous donnons aux enfants cet intérêt, qui comprend la fierté de leurs racines et la conviction qu'ils sont respectés par leur pays, nous les vaccinons contre le poison des idéologies absolutistes.

Bien sûr, l'éducation fondée sur l'identité doit être menée avec prudence afin d'éviter les écueils. Elle ne doit jamais devenir un endoctrinement à une vision du monde unique qui rejette les autres, ni promouvoir un sentiment de rancœur qui isole les élèves. L'objectif est l'intégration dans l'intégrité : permettre aux jeunes d'être pleinement eux-mêmes et de s'intégrer pleinement dans la société commune. Les modèles réussis que nous avons examinés font exactement cela, en associant un contenu culturel spécifique à des valeurs universelles de coexistence.

Pour les gouvernements et les bailleurs de fonds qui lisent cet article, la conclusion à tirer est qu'il faut passer d'une conception de l'éducation culturelle comme un domaine doux et caritatif à celle d'un investissement stratégique. Imaginez qu'une partie des budgets consacrés à la lutte contre l'extrémisme ou à l'intégration soit réaffectée à l'expansion des programmes bilingues, à la formation de relais culturels dans les écoles, au soutien des enseignants communautaires, à la numérisation de la littérature menacée, au jumelage d'écoles de différents groupes... Les possibilités sont vastes et le coût relativement faible. Les retours sur investissement, mesurés en termes d'harmonie et de productivité accrues sur plusieurs années, dépasseraient largement les dépenses initiales.

Pour les communautés, l'appel est de continuer à s'organiser et à innover autour de l'éducation. L'infrastructure culturelle la plus durable est celle que les communautés elles-mêmes construisent et entretiennent, avec une aide extérieure si nécessaire. La fierté et l'appropriation qui découlent de ces efforts font partie des avantages eux-mêmes. Chaque nouvelle école ou chaque nouveau programme est également une déclaration : *nous avons l'intention de survivre et de prospérer*. Les extrémistes et les suprémacistes offrent aux jeunes un discours de force par la haine ; les communautés peuvent y répondre par un discours de force par le patrimoine et la solidarité.

Pour conclure, considérez une dernière histoire qui résume cette philosophie. Dans une modeste ville de l'est de la Turquie, une communauté arménienne gère une petite école, l'une des dernières écoles arméniennes de la région, pour les enfants d'une population presque anéantie il y a un siècle. La journée scolaire est comme les autres, remplie d'exercices de mathématiques et de jeux dans la cour de récréation. Mais le vendredi après-midi, les élèves se réunissent pour chanter ensemble une chanson traditionnelle arménienne. Une famille turque musulmane vivant à proximité écoute souvent et assiste parfois même aux événements scolaires. Elle en est venue à apprécier la renaissance d'une culture dont elle n'avait autrefois entendu parler que de loin. Cette petite scène recèle une vérité puissante : l'éducation fondée sur l'identité peut transformer un traumatisme historique en un espoir partagé. Les enfants chantent dans une langue que leurs arrière-grands-parents n'avaient pas le droit de parler, et leurs voisins les applaudissent. La peur fait place à la familiarité, l'isolement à l'amitié. L'appartenance remporte discrètement une victoire.

Telle est la promesse d'une éducation fondée sur l'identité en tant qu'infrastructure culturelle. Elle renforce la vie intérieure des individus et les liens communautaires qui les unissent. Elle fait de nos différences une source de connexion plutôt que de division. Ce faisant, elle crée des sociétés non seulement plus dynamiques et plus justes, mais aussi plus sûres face aux forces qui pourraient nous déchirer. L'appartenance est notre tampon, notre bouclier invisible, la nouvelle forme de sécurité qui commence dans une salle de classe et rayonne vers l'extérieur, construisant la paix de l'intérieur.